



AUDIENCE AU CABINET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Bien qu'ayant légèrement évolués au fil de l'été, suite à la grève du 25 juin et à l'annonce de la mobilisation de septembre, **les propos des représentants du ministère de l'intérieur restent toujours aussi imprécis et, en tout état de cause, ne permettent pas de bâtir l'avenir sur des bases solides.**

A l'instar du discours politique prononcé par le Ministre lors de sa visite médiatisée à Nevers, tentative pour contrer les arguments irrécusables du SNICA-FO sur la réforme du permis de conduire, les propos de son conseiller territorial, chargé des audiences obligatoires dans le cadre du préavis de grève, n'apportent absolument rien de concret.

La délégation, composée de Pascale MASET, Thomas KNECHT et Dominique BERECOCHEA, reçue pendant plus de deux heures par David COSTE et son adjointe, a de nouveau développé les revendications du SNICA-FO.

Malgré une écoute semble-t-il attentive, chaque point n'en est toujours qu'au stade de la promesse. Or, ces derniers mois, nous avons déjà fait l'expérience de la valeur accordée par notre ministère d' « accueil » à la parole donnée.

Les travaux sur le **régime indemnitaire** ont déjà été promis en 2012 et en 2013. Après deux « années blanches », aucune des réunions prévues n'a vu le jour.

Les **perspectives de carrière** évoquées se résument à « une mobilité accrue ».

Les « *garanties* » avancées sur les **statuts et missions** tiendront –peut-être et dans le meilleur des cas- le temps d'un mandat de ministre.

La **diversification des tâches** annoncée est antagoniste à l'affirmation que nous devons nous consacrer aux examens B.

Pour le SNICA-FO, le ministère de l'intérieur doit urgemment démontrer la sincérité des propos.

Ainsi, puisque nous sommes des « *acteurs majeurs de la politique de Sécurité Routière* » et qu'il « *n'est pas d'ambition pour le Service Public sans ambition pour ses forces vives et leur propre progression* », **nous attendons la proposition évoquée, mais non présentée, par le conseiller du ministre lors de cette audience pour améliorer les carrières des IPCSR et DPCSR.**

Et nous nous tenons prêts à travailler avec l'Administration sur **un projet qui « préserve l'objectif clé [de la réforme] », et va même au-delà.**

L'heure n'est plus aux promesses, c'est du concret que les IPCSR et DPCSR et leur syndicat majoritaire entendent obtenir, par la grève s'il le faut !